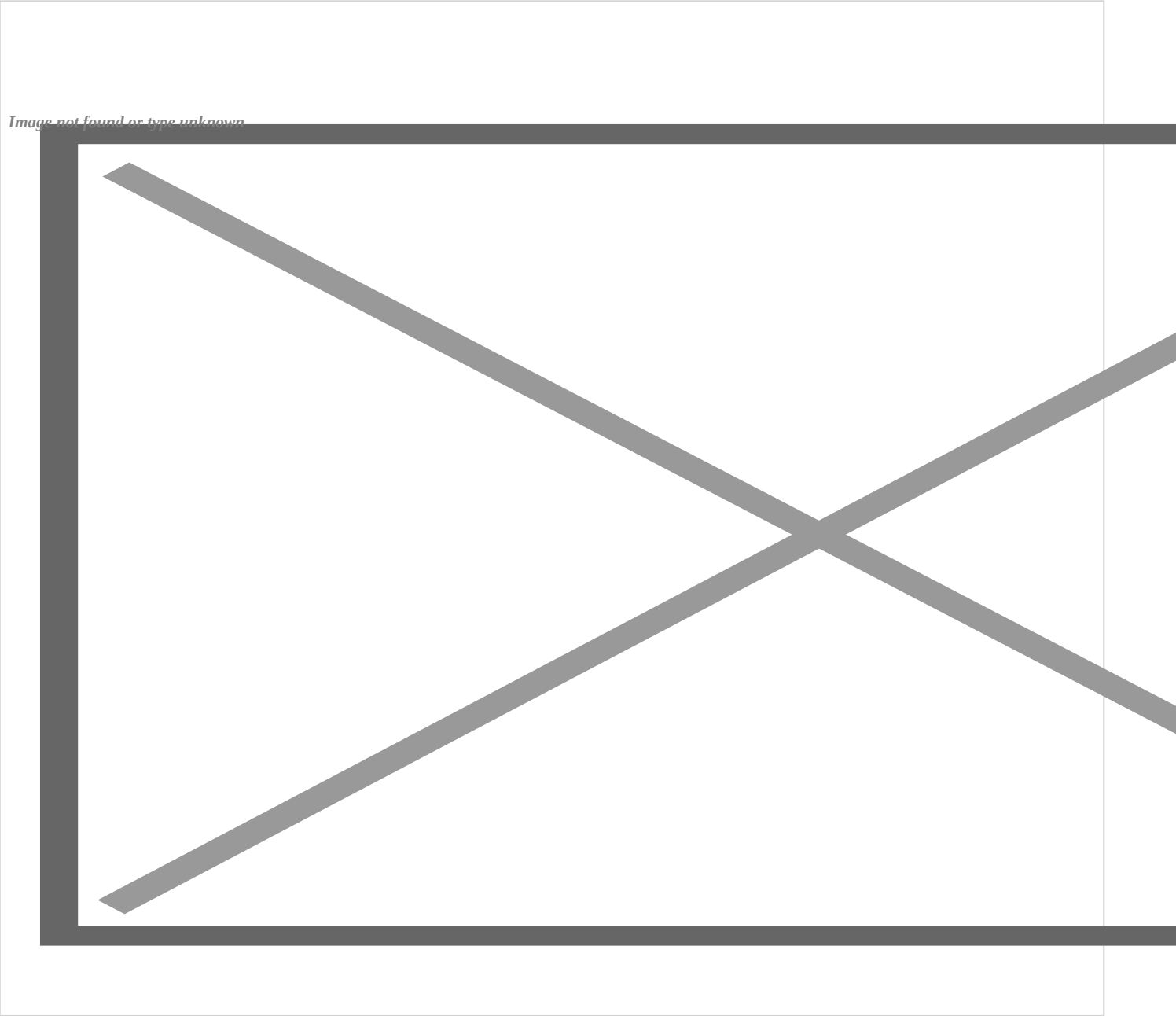
La droite accélère le début du procès contre la vice-président de Pérou



Lima, 9 juin, (RHC) La députée d’extrême droite Patricia Chirinos a demandé d’accorder un traitement prioritaire à une accusation de violation de la constitution portée contre la vice-présidente du Pérou, Dina Boluarte.

Patricia Chirinos, vice-présidente du Parlement, a présenté la demande à la sous-commission des accusations constitutionnelles le jour même où la vice-présidente a été laissée en charge du bureau présidentiel en raison du voyage du président Pedro Castillo aux États-Unis pour assister au sommet des Amériques.

Elle a proposé que le groupe législatif inclue ce thème lors de sa prochaine réunion, dont la date est à déterminer.

La majorité de l'opposition au Congrès a annoncé son intention de disqualifier Dina Boluarte (pour une période maximale de 10 ans), et donc la remplacer de ses fonctions. En même temps Pedro Castillo serait également démis, ce qui laisserait la succession dans les mains de celui qui préside le Parlement actuellement.

La mesure extrême à l'encontre de la vice-présidente coïncide avec les plans de la présidente du Congrès, Mariacarmen Alva, mis à nu par la diffusion d'un audio des premiers mois du gouvernement actuel, dans lequel elle parle de remplacer tout d'abord Dina Boluarte et ensuite Pedro Castillo.

La sanction prévue se base sur le fait que la vice-présidente, qui est également ministre de l'Inclusion sociale, a prétendument violé une loi qui interdit aux ministres d'occuper un autre poste ou de prendre des dispositions pour des institutions, y compris des institutions sociales.

La vice-présidente a signé des documents en tant que présidente sortante du club régional Apurímac et affirme qu'il s'agissait de démarches liées à la transition vers la nouvelle présidence du groupe social.

Les juristes bien connus, Omar Cairo et Eduardo Roy Gates ont remis en question la sanction de la déchéance et de la révocation, car l'infraction constitutionnelle dont Dina Boluarte est accusée se réfère à son rôle de ministre, et donc seule sa révocation en tant que telle serait appropriée.

Roy Gates a également souligné que la sanction correspondante est prévue pour un fonctionnaire nommé, un ministre, mais pas pour quelqu'un qui président par vote populaire comme c'est le cas de Dina Boluarte.

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/290240-la-droite-accelere-le-debut-du-proces-contre-la-vice-president-de-perou

Radio Habana Cuba